

Thème 6 : Comment l'Etat peut-il intervenir dans l'économie ?

Chapitre 3 : Les politiques économiques de l'Etat et de l'Europe

Objectifs :

- Désigner les principaux outils et canaux de transmission des politiques budgétaire et monétaire
- Enumérer et distinguer les fonctions respectives des politiques d'offre et de demande qui peuvent s'inscrire dans des cycles conjoncturels ou structurels.
- Décrire l'évolution du rôle de l'Etat dans le cadre européen

Pour commencer ... Vidéo : Le budget de l'Etat, comment ça marche ?



1) Identifier les principales recettes fiscales et catégories de dépenses publiques.

2) Distinguez déficit « budgétaire » et déficit « public ».

3) Qu'est-ce que la Loi de finances ?

1) Quelles sont les politiques économiques de l'Etat ?

A) Objectifs

a) Réguler l'activité économique

■ Doc 1 : Les différentes phases de l'activité économique

L'activité économique connaît, à court terme des fluctuations. Ces dernières se répètent dans le temps sous forme de cycles.

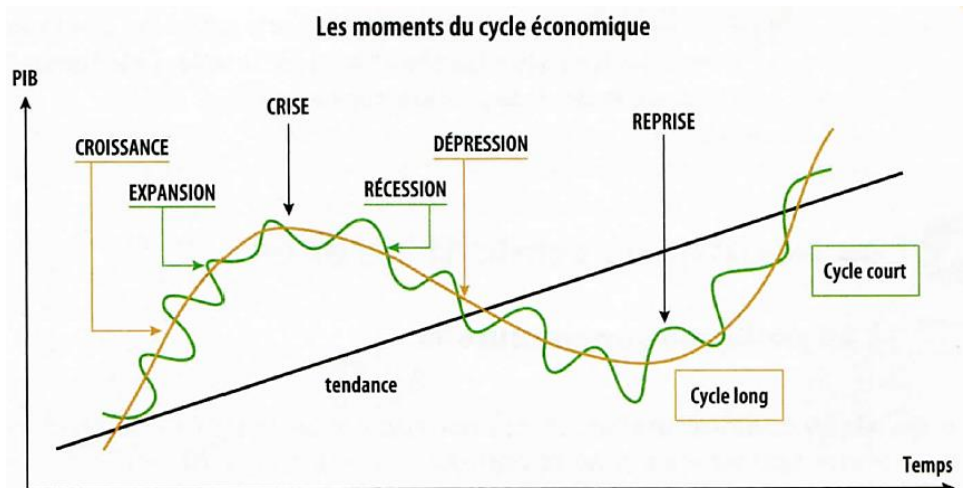
■ **Expansion économique** : le taux de croissance augmente. Cette période peut s'accompagner d'inflation et des profits croissants pour les entreprises.

■ **Crise** : au sens strict, il s'agit d'un point de retournement brutal de la conjoncture. Au sens large, on utilise ce terme pour désigner l'ensemble de la période durant laquelle la croissance est faible et le chômage élevé.

■ **Récession** : la croissance ralentit fortement, éventuellement jusqu'à devenir négative. Si le taux de croissance devient négatif, cela signifie que le volume de production diminue. On dit que l'économie entre en récession si le taux de croissance est négatif pendant au moins deux trimestres consécutifs. Cela a, par exemple, été le cas en France en 1974, 1993 et 2009 (La crise des subprimes de 2007 et 2008 a entraîné une importante récession économique en France. En 2009, l'économie française a connu sa pire récession depuis 1945, avec un recul du PIB de - 2,9 % en moyenne annuelle, selon les chiffres de l'Insee).

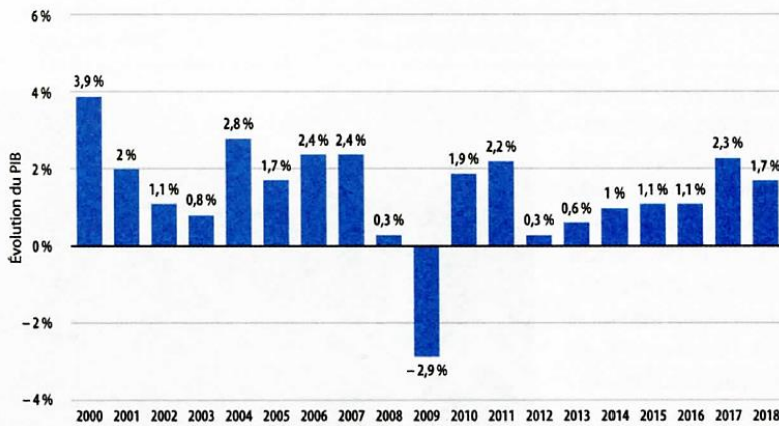
■ **Dépression** : c'est une diminution importante et durable de la production. Ce phénomène s'accompagne souvent d'une déflation (baisse des prix et des salaires). Exemple : 1929.

■ **Reprise** : le taux de croissance redevient positif, donc le volume de production augmente après avoir diminué.



Doc 2 : La variation annuelle du PIB en France

Évolution par rapport à l'année précédente du Produit Intérieur Brut (PIB) en volume en France de 2000 à 2018



Insee 2018

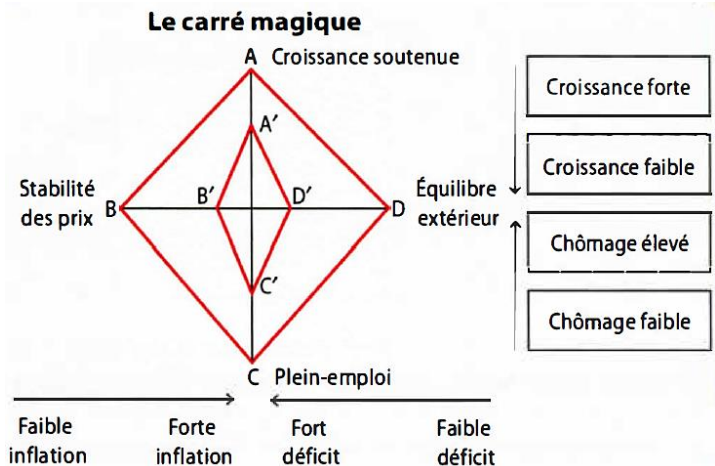
4) Quelle différence faites-vous entre récession et dépression ?

5) Quels sont sur le graphique du document 2 les différentes phases de l'activité économique en France entre 2007 et 2017 ?

b) Lutter contre les grands déséquilibres

Doc 3 : Les objectifs économiques liés aux grands équilibres

Il existe de très nombreux objectifs mais on résume souvent les quatre principaux à l'aide d'une représentation graphique appelée « carré magique » et due à l'économiste britannique Nicholas Kaldor. Ces quatre objectifs sont l'emploi, la croissance, la stabilité des prix et l'équilibre extérieur (balance extérieure équilibrée). Le schéma présente les quatre indicateurs propres à ces objectifs. On peut alors prendre, pour une série de pays, ces quatre indicateurs et les faire figurer sur le schéma. En rejoignant les points, on obtient un quadri-latère qui représente d'autant mieux une situation économique favorable qu'il est proche du carré magique.



6) Caractériser la situation économique d'un pays correspondant au quadrilatère A'B'C'D'.

7) Expliquez pourquoi un chômage faible paraît entraîner une inflation forte.

8) A partir des constats effectués à la question 7, tirez des conclusions quant à la difficulté de mener une politique économique.

c) Stimuler l'économie

Doc 4 : Politique d'offre et politique de demande

Ces deux termes correspondent à deux approches pour stimuler l'économie. L'offre désigne la production et la demande la consommation.

– L'État peut mettre en œuvre des politiques d'offre qui cherchent à stimuler l'offre des entreprises et donc la croissance potentielle. Les moyens utilisés sont divers : réduction des prélèvements obligatoires (impôts et taxes), déréglementation, soutien à la recherche et développement (aide à l'innovation), élévation du niveau de formation, par exemple.

– L'État peut également mettre en œuvre des politiques de demande. Cette pratique se base sur le principe selon lequel la consommation conditionne la production. La politique de demande soutient la consommation pour relancer la création de biens et services, mesures visant à soutenir le pouvoir d'achat des ménages (augmentation du SMIC, baisse de l'impôt sur le revenu, valorisation des aides sociales ...).



9) Distinguez politique d'offre et politique de demande.

B) Les politiques conjoncturelles

a) Principe

■ Doc 5 : La politique conjoncturelle

La politique conjoncturelle*, dont l'horizon est le court terme, chercherait à maintenir ou rétablir ce que l'on nomme parfois les « grands équilibres » (les quatre objectifs du carré magique) et cela grâce à :

- **la politique de relance** : elle cherche à stimuler la demande afin que les entreprises produisent davantage et embauchent. Une ou plusieurs composantes de la demande sont favorisées : la consommation des ménages, l'investissement des entreprises ou les dépenses publiques ;
- **la politique de stabilisation (ou de rigueur)** : elle cherche à rétablir les équilibres (budget, balance commerciale). C'est l'exemple de la politique de rigueur ou d'austérité. *J.-Y. Capul, O. Garnier, Dico SES, Hatier, 2017*

* La conjoncture est la situation économique d'un pays qui résulte, au cours d'une brève période, des relations entre agents économiques résidents et de celles nouées avec d'autres pays.

10) Caractériser les politiques conjoncturelles en complétant le tableau ci-dessous :

Horizon temporel de la politique	
Objectifs principaux	
Circonstances de mise en place	
Exemples de ce type de politique	

■ Doc 6 : La politique contracyclique

La politique contracyclique est une politique conjoncturelle qui vise à compenser, par des mesures de politique économique, les variations cycliques de l'activité économique. Les pouvoirs publics peuvent mettre en œuvre une politique de relance en période de récession et une politique de stabilisation en période de surchauffe (forte croissance de la demande qui induit une accélération de la hausse des prix et, fréquemment, un déficit de la balance des transactions courantes). La politique contracyclique permet de maintenir l'économie au voisinage d'un sentier de croissance économique équilibrée.



A. Beitone, A. Cazorla, E. Hemdane, Dictionnaire de science économique, 6^e édition, Dunod, 2019

11) En quoi la politique contracyclique est-elle une politique conjoncturelle ?

b) La politique budgétaire

■ Doc 7 : La politique budgétaire

La politique budgétaire consiste à utiliser le budget de l'État pour agir sur l'activité économique. L'établissement du budget de l'État comporte deux aspects : le choix du montant des dépenses ainsi que le calcul du montant des recettes espérées en fonction des prévisions de croissance économique et des choix adoptés en matière d'imposition et de taxation. Le gouvernement n'est pas obligé d'égaliser les dépenses et les recettes (situation d'équilibre budgétaire). Il peut, par exemple, dans le cadre d'une politique budgétaire de relance, décider d'accroître les dépenses de l'État ou de diminuer les recettes pour stimuler la demande et donc l'activité économique (la croissance). Dans ce cas, le solde budgétaire, différence entre les recettes et les dépenses de l'État, est négatif (situation de déficit budgétaire). L'État dépense plus qu'il n'a de recettes ! À l'inverse, il peut dans le cadre d'une politique de stabilisation, dite aussi politique de rigueur ou d'austérité, décider de respecter l'équilibre budgétaire ou de s'en rapprocher afin de réduire le déficit. Cette politique de rigueur passe par une maîtrise des dépenses publiques, associée à des efforts de « rentrée » fiscale.

12) Désignez les principaux canaux de transmission de la politique budgétaire.

■ Doc 8 : Faut-il alléger les charges sur les salaires ?

La France n'est pas le seul pays européen à afficher un niveau élevé de fiscalité totale sur le travail. En revanche, les charges dites « patronales », et donc la part du financement de la protection sociale assumée par les employeurs, y sont notablement plus élevées qu'ailleurs (13 % du PIB en 2015, contre 7 % en Allemagne et dans l'Union européenne). Alléger les charges sur les salaires caractéristiques de l'industrie et des services exposés à la concurrence inter-nationale aide à rendre les entreprises exportatrices plus compétitives par rapport à leurs concurrents étrangers. Cela leur permet d'augmenter leurs parts de marché et les conduit à embaucher pour répondre à cette demande supplémentaire.

www.la-fabrique.fr

■ Doc 9 : Des prélèvements en baisse pour les entreprises

Lors du projet de loi de finances pour 2019, le gouvernement annonce une baisse des prélèvements obligatoires pour les entreprises :

- Le CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) est transformé en baisse de 6 points de cotisations d'assurance maladie sur les salaires jusqu'à 2 fois et demi le SMIC, soit une baisse de 20,4 Mds d'€ ;
- L'impôt sur les sociétés est diminué de 33 à 31 %, soit une baisse de 2,4 Mds d'€.

www.economie.gouv.fr. projet de loi de finances 2019

13) Cette politique agit-elle sur l'offre ou la demande ? Justifiez.

14) Quelle sera la conséquence possible de cette baisse du coût du travail des entreprises sur le marché des biens et services ?

■ Doc 10 : Les mesures du gouvernement à la fin 2018



Revalorisation du SMIC et de la prime d'activité, ce qui représente une hausse de 100 € net par mois sans qu'il n'en coûte rien pour l'employeur.



Jusqu'à 1 000 € de prime de fin d'année pourra être librement versée par l'employeur au salarié, sans impôts ni charges.



Dès 2019, les heures supplémentaires seront défiscalisées, ce qui constitue un gain de 400 € par an en moyenne.



Les retraités gagnant moins de 2 000 € seront exonérés de la hausse de la CSG en 2019.

www.economie.gouv.fr, projet de loi de finances 2019

■ Doc 11 : Un bilan positif pour la croissance

Le 14 mars dernier, Olivier Garnier, directeur des statistiques, des études et relations internationales à la Banque de France [...] indiquait que le pouvoir d'achat moyen par habitant pourrait progresser de 2,1 %, « le plus fort gain de pouvoir d'achat depuis 2007 », autorisant vraisemblablement une « progression de l'activité à un rythme bien supérieur à celui de 2008 [...] ». Même appréciation du côté de l'Insee quelques jours plus tard (20 mars) : « la croissance serait portée par la consommation » stimulée par « une politique budgétaire plus expansionniste qu'envisagée il y a quelques mois » [...]. Tous sont sur la même ligne : la demande, requinquée par les baisses d'impôts et les mesures sociales (prime d'activité, détaxation des heures supplémentaires ...) stimule l'activité.

O. Clerc, Alternatives économiques n° 391, juin 2019

15) Ces mesures agissent-elles sur l'offre ou la demande ? Justifiez.

16) Cette politique a-t-elle eu un effet sur la croissance ? Justifiez.

■ **Doc 12 : La politique monétaire**

La politique monétaire n'est pas menée par les États mais par une banque centrale indépendante du pouvoir politique. Aux USA, il s'agit de la Fed (Réserve fédérale des États-Unis), en Europe, de la BCE (Banque centrale européenne). La Fed a une double mission : veiller à la stabilité des prix, et soutenir la croissance en vue de se rapprocher d'un taux d'emploi maximum. La BCE a une mission plus restrictive. Son objectif prioritaire et principal est de maintenir la stabilité des prix (taux d'inflation en dessous de 2 %). Auquel il faut toutefois apporter une nuance puisqu'il est indiqué : « Sans préjudice de l'objectif de stabilité des prix, la BCE apporte son soutien aux politiques économiques, en vue de contribuer à la réalisation des objectifs de la Communauté (croissance économique équilibrée, économie sociale de marché hautement compétitive, plein emploi ...). » L'indépendance des banques centrales oblige les gouvernements à ne pas utiliser la politique monétaire pour relancer la croissance au détriment de la stabilité des prix.



■ **Doc 13 : Le taux d'intérêt**

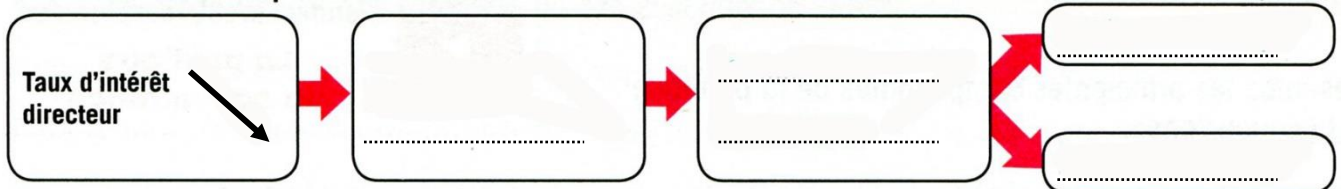
La politique monétaire utilise principalement l'instrument du taux d'intérêt. Lorsque la banque centrale souhaite lutter contre l'inflation, elle augmente son taux d'intérêt directeur (ou taux de refinancement des banques commerciales). Les banques répercutent cette hausse sur leurs taux. Le coût du crédit augmente, ce qui ralentit la consommation et l'investissement et diminue l'inflation (réduction de la demande). Son objectif de stabilité des prix est alors atteint, mais non sans effets collatéraux, puisque le « coup de frein » sur la consommation et l'investissement (deux moteurs de la croissance) engendre un effet négatif sur la croissance économique.

17) Désignez les principaux canaux de transmission de la politique monétaire.

18) Quel est l'objectif principal de la BCE ?

19) Complétez le schéma suivant en détaillant les effets d'une baisse du taux d'intérêt directeur sur la croissance économique et sur l'inflation avec les expressions :

Consommation – Investissement – Croissance – Coût du crédit – Inflation



20) La politique monétaire peut-elle simultanément soutenir la croissance et lutter contre l'inflation ?

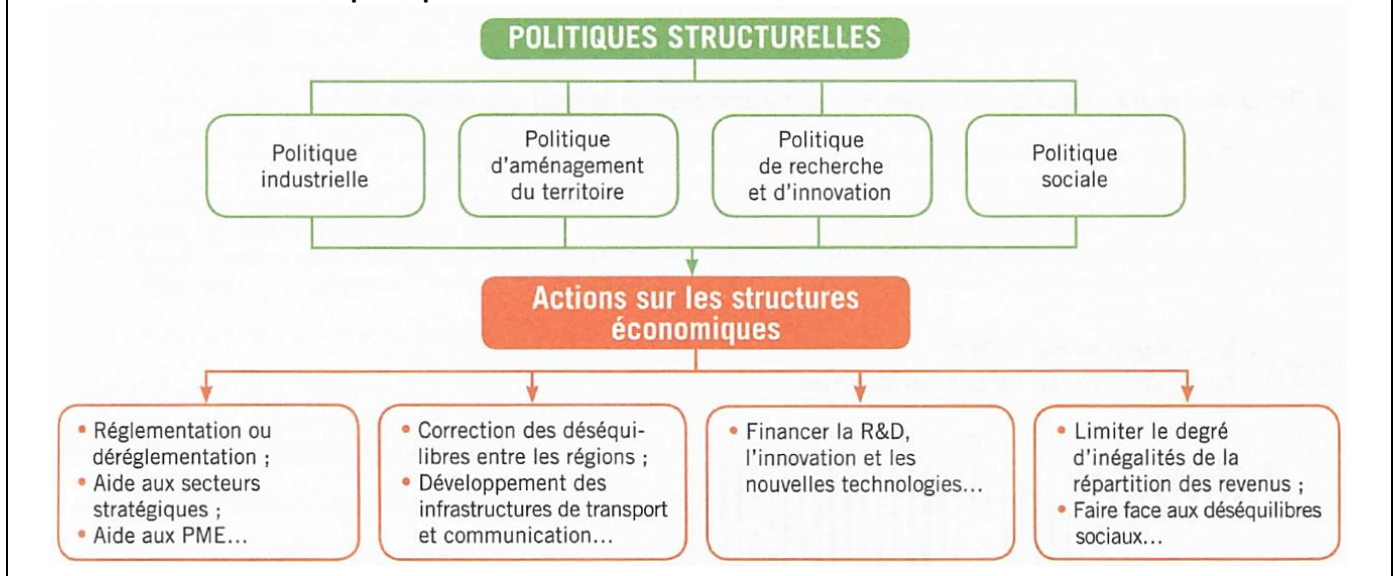
C) Les politiques structurelles

■ **Doc 14 : La politique structurelle**

La politique structurelle est une politique à moyen et long terme. Elle vise à améliorer le potentiel de croissance d'une économie. Elle agit sur la structure de l'économie : la flexibilité ou la rigidité du marché du travail (règles sur le licenciement ou la négociation collective), la compétitivité des entreprises nationales (le crédit d'impôt recherche, et plus largement la politique industrielle), la forte concurrence au sein des secteurs ou au contraire la présence de monopole (contrôle des concentrations, abus de position dominante ...), le poids du secteur public (privatisations ou nationalisations), les réglementations qui encadrent le fonctionnement des marchés (protection des consommateurs). L'aménagement du territoire national (réseau de transport, de distribution d'énergie), mais aussi la capacité d'un pays à innover (pôles de compétitivité, soutien de la recherche), la performance de l'industrie et de l'agriculture, la qualité de la formation de la population active ... Par son action, la politique structurelle modifie en profondeur et durablement les données de base ou caractéristiques de l'économie, voire le fonctionnement du système économique.

Suite des documents et questions page suivante ...

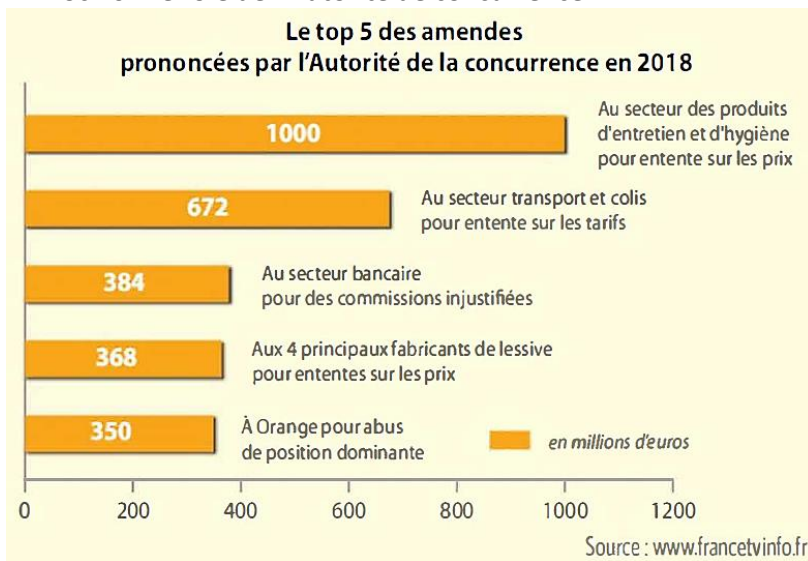
■ **Doc 15 : Les actions des politiques structurelles nationales**



21) Caractériser les politiques structurelles en complétant le tableau ci-dessous :

Horizon temporel de la politique	
Objectifs principaux	
Circonstances de mise en place	
Exemples de ce type de politique	

■ **Doc 16 : Le rôle de l'Autorité de concurrence**



En tout, l'Autorité de la concurrence estime avoir pris 230 décisions en moyenne chaque année. « C'est une activité au rythme extrêmement soutenu, estime sa présidente Isabelle de Silva, et un outil essentiel pour agir sur la structure des marchés en amont, pour prévenir la constitution de positions trop fortes et maintenir la dynamique concurrentielle ».

Définition :

Politique de concurrence : Ensemble des actions menées par les pouvoirs publics pour garantir une libre concurrence.

22) Pourquoi la politique de concurrence s'inscrit dans les objectifs de politique économique ?

■ Doc 17 : Encourager l'innovation en France

Donner aux entreprises les moyens d'innover, de grandir et de créer des emplois, telle est l'ambition du plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises (PACTE). Ce projet de loi [...] comporte plusieurs mesures qui vont encourager l'innovation en France.



Un problème : La croissance de demain sera tirée par les techno-logies de rupture, comme l'intelligence artificielle, la nanoélectro-nique, ou le stockage d'énergie. Ces technologies nécessitent des investissements initiaux très conséquents, ont un taux d'échec élevé et impliquent une mise sur le marché lointaine.

Une solution : Des fonds, entre 200 et 250 millions d'euros, seront distribués] sous forme d'aides individuelles (subventions, avances remboursables et prêts) spécifiquement calibrées pour répondre à leurs besoins.

www.economie.gouv.fr

23) Quelles sont les difficultés des entreprises qui souhaitent innover ?

24) Que propose l'État pour remédier à cela ?

2) Quelles sont les politiques économiques menées au niveau européen ?

A) La politique monétaire

■ Doc 18 : La Banque Centrale Européenne (BCE)

Depuis le 1^{er} janvier 1999, La BCE est responsable de la politique monétaire de la zone euro.

L'Eurosystème, composé de la BCE et des banques centrales des 19 pays membres de la zone euro, met en œuvre la politique monétaire unique, gère les réserves et conduit les opérations de change.

Pour favoriser la coopération financière et monétaire entre l'Eurosystème et les États membres hors zone euro, la BCE fait également partie du Système européen de banques centrales (SEBC), qui rassemble à ses côtés les banques centrales des 27 États membres de l'UE (par exemple, la Banque de France).



Garantir la stabilité des prix

« L'objectif principal du Système européen de banques centrales (SEBC) est de maintenir la stabilité des prix » (art. 282, §2 TFUE). Pour évaluer la stabilité des prix, la BCE se fonde sur deux critères : l'évaluation de la masse monétaire en circulation et les perspectives d'évolution des prix. Pour déterminer l'inflation, qui doit être inférieure à 2 %, plusieurs indices sont pris en compte : salaires, taux d'intérêt, indices des prix ... Afin de maintenir la stabilité des prix à moyen terme, la BCE dispose de plusieurs instruments, notamment en augmentant ou en baissant les taux directeurs. Par ailleurs, la BCE a lancé en 2015 un « programme d'achat d'actifs » (*Quantitative Easing*), une mesure non conventionnelle visant à acheter massivement les dettes des États de la zone euro (puis les dettes d'entreprises à partir de 2016). Objectif : combattre la déflation, qui menaçait alors la zone, et faire repartir la croissance.

Autoriser l'émission des billets

La BCE planifie et coordonne l'émission (et le volume) des billets en euros. L'Eurosystème produit, par ailleurs, des statistiques monétaires, bancaires et financières, favorise les échanges d'informations entre les autorités de contrôle bancaire et, bien que le contrôle du secteur financier relève de chaque État membre, contribue à la bonne conduite de ce contrôle prudentiel (surveillance bancaire).

Une institution indépendante

La BCE agit en totale indépendance vis-à-vis des États européens et des autres institutions européennes. Les institutions européennes et les gouvernements des États membres sont tenus de respecter ce principe et ne doivent pas tenter d'influencer la BCE ou les banques centrales nationales.

Toute l'Europe, 11 septembre 2019

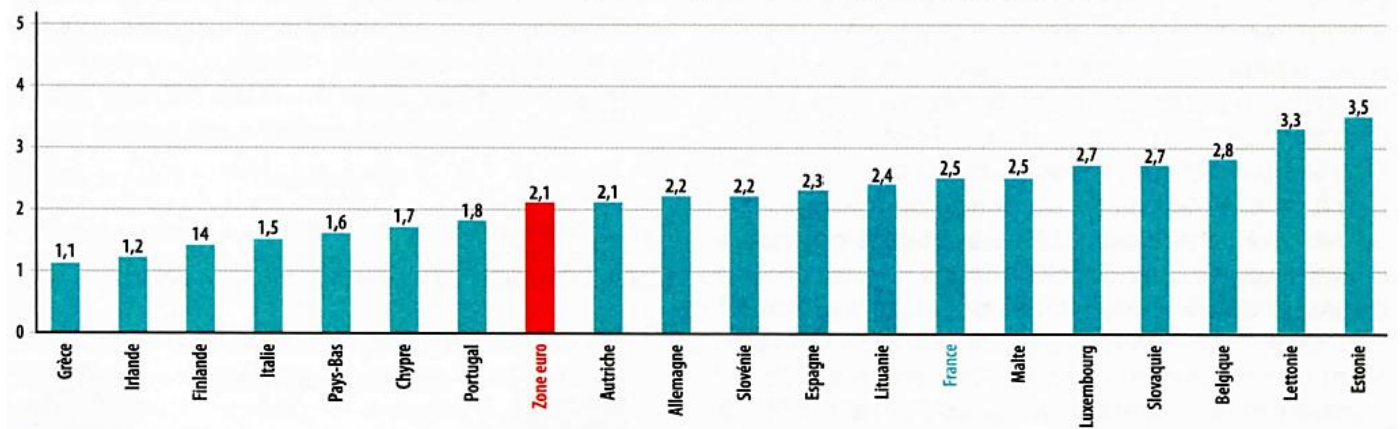
Questions page suivante ...

- 25) Qui définit la politique monétaire dans les pays de la zone euro ? Quel est le rôle des Etats dans cette définition ?
 26) Quel est le principal objectif de la BCE vis-à-vis de la politique monétaire ?
 27) Quel est le principal canal de transmission utilisé par la BCE pour lutter contre l'inflation ?
 28) Qu'est-ce que le « *Quantitative Easing* » ?

■ **Doc 19 : L'hétérogénéité de la zone euro et la politique monétaire unique**

La BCE est soumise à des besoins hétérogènes des pays membres de la zone euro. Les pays au taux d'inflation négatif peuvent souhaiter un soutien massif à la croissance pour éviter les méfaits de la déflation. Les pays à faible taux d'inflation peuvent s'avérer favorables à une relance de la croissance au prix d'une légère inflation. À l'opposé, les pays à taux d'inflation moyen ou élevé pourraient souhaiter préserver avant tout la stabilité des prix. La BCE se base pour mener sa politique monétaire sur le taux d'inflation de la zone euro. Son objectif est de maintenir celui-ci en dessous, mais à niveau proche de 2%.

Taux d'inflation annuel (%) en septembre 2018, par ordre croissant



Eurostat, 2019

- 29) Quels pays de la zone euro pourrait souhaiter une variation du taux directeur de la BCE, à la hausse ? à la baisse ?
 30) Sur quel critère la BCE se base-t-elle pour mener sa politique ?
 31) La BCE peut-elle satisfaire au besoin particulier de chaque Etat ? Justifiez votre réponse.

B) La politique budgétaire

a) Une coordination des politiques budgétaires

■ Doc 20 : Des critères de convergence pour rapprocher les économies européennes

En 1992, [...] le traité de Maastricht a prévu un certain nombre de « critères de convergence » ayant pour vocation de rapprocher les économies - très différentes - des États membres. Pas question, dès lors qu'on s'apprêtait à partager une seule et même monnaie, qu'un pays laisse filer l'inflation, sa dette publique ou son déficit, faisant peser des risques sur la capacité d'emprunt de ses voisins et sur la stabilité de l'euro sur les marchés ! [...] Pour entrer dans la zone euro et « réaliser l'union économique et monétaire », les États membres de l'UE doivent donc respecter les critères dits « de Maastricht » [...].



Notamment, [leur] déficit public annuel ne doit pas excéder 3 % du produit intérieur brut (PIB), et la dette publique (de l'État et des administrations publiques) 60% du PIB.

En 1997, [...] les États membres de la future zone euro ont aussi conclu un Pacte de stabilité et de croissance, au terme duquel ils se sont engagés à parvenir, « à moyen terme », à des budgets « proches de l'équilibre ou excédentaires ». Si les politiques budgétaires restent de la compétence des États membres, cet effort de coordination doit permettre aux pays, une fois entrés dans la zone euro, d'affronter les aléas de la conjoncture sans repasser la barre des 3 % de déficit.

Pourquoi ces seuils sont-ils critiqués ? [...] L'équation n'est, par exemple, absolument pas la même selon que le déficit est causé par un bond ponctuel des investissements d'avenir ou par l'exubérance de dépenses de fonctionnement qui s'accumulent décennie après décennie. Par ailleurs, la richesse produite par un pays dépend en partie d'éléments extérieurs, comme la conjoncture économique mondiale.

M. Guitton, www.touteurope.eu

32) Relevez les critères que chaque pays doit respecter concernant ses finances publiques pour assurer l'union économique et monétaire dans la zone euro.

33) Justifiez l'intérêt des critères de convergence.

34) Expliquez les critiques à l'égard de ces règles communes.

■ Doc 21 : Le pacte budgétaire européen

Entré en vigueur en 2013, le « traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance », souvent surnommé « pacte budgétaire européen », s'inscrit dans une suite logique. [...] Les pays s'engagent à avoir des « budgets équilibrés » ou « en excédent » sur un cycle économique. Cela signifie que le déficit structurel ne doit pas être supérieur à 0,5% du PIB.

Mais quelle est la différence entre le déficit public et ce déficit « structurel » ? En clair, le déficit structurel - à la différence du déficit public - ne comptabilise pas les dépenses dites « inhabituelles ». Parmi celles-ci, on peut citer les prestations sociales liées au chômage, qui explosent en période de récession. [...] Un pays pourra s'écarter de la feuille de route temporairement, en cas de circonstances exceptionnelles : récession grave, faits indépendants de la volonté des gouvernements ...

G. Raymond, Le Huffington Post

35) En quoi ce pacte marque un assouplissement dans les règles budgétaires à respecter ?

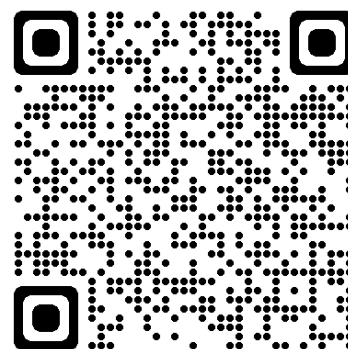
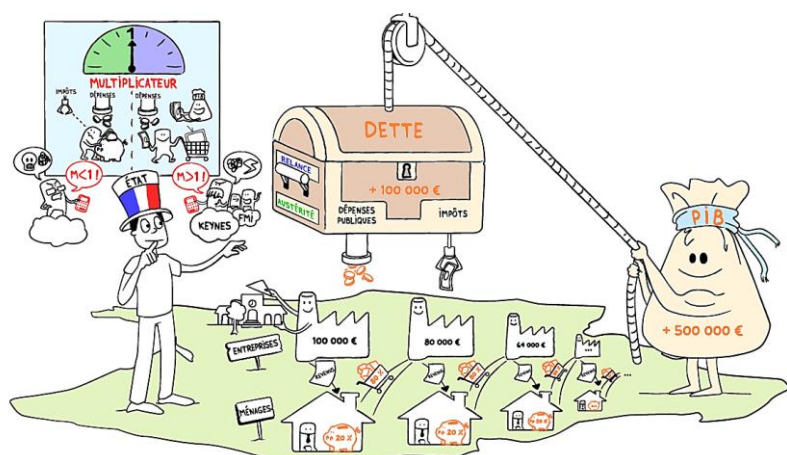
Suite des documents et questions page suivante ...

■ **Doc 22 : Politique budgétaire : stabilisation ou relance ?**

La politique budgétaire est un levier de la politique de régulation de la conjoncture. Elle peut être utilisée dans deux situations opposées. En période de ralentissement de la croissance ou de crise, elle va servir à soutenir l'activité économique. On parle de politique de relance budgétaire. Au contraire, dans les phases de forte croissance, pendant lesquelles la surchauffe de l'activité économique peut provoquer de l'inflation (hausse des prix) ou des déficits extérieurs importants (déséquilibre des échanges avec le reste du monde), elle permet de freiner l'activité en réduisant la demande des agents économiques. On parle de politique de rigueur [ou de stabilisation] budgétaire.

www.vie-publique.fr

■ **Doc 23 : Vidéo (Drive) : Austérité ou relance, comment ça marche ?**

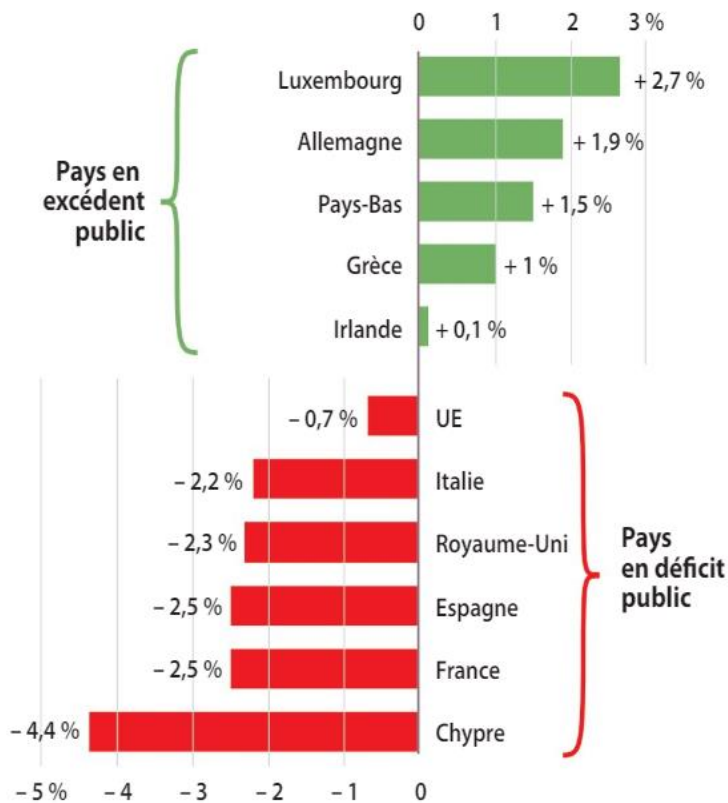


36) Repérez les objectifs économiques d'une politique de relance et ceux d'une politique de stabilisation (ou de rigueur).

37) Expliquez si l'Etat français a toute liberté pour engager une politique de relance budgétaire.

■ **Doc 24 : Les soldes budgétaires dans l'Union Européenne**

En % du PIB en 2018



Eurostat, 2019

Le déficit public de la France s'élevait l'an dernier à 2,5 %. Il était passé sous la barre des 3% en 2017, après l'avoir dépassée pendant neuf années consécutives et avoir atteint un pic à 7,5% en 2009. [...] Si la Commission européenne prévoit que l'Allemagne et les Pays-Bas utilisent leurs excédents publics pour réduire leur dette, elle leur a recommandé cet été d'accroître leurs dépenses d'investissement afin de soutenir la croissance.

Brief éco

38) Comparez les soldes budgétaires des pays européens présentés et précisez si les critères européens des déficits publics sont respectés.

39) Au regard de l'évolution de son déficit public entre 2009 et 2018, quelle politique budgétaire la France a-t-elle choisie ?

40) Quelle politique budgétaire est conseillée par la Commission européenne à l'Allemagne et aux Pays-Bas ? Quel est le but recherché ?